

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°125 - 27 juin 2012

Relancer la consommation populaire

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 29 juin 2012

Démocratie & Socialisme

La crise s'approfondit dans notre pays. Mai est le 13ème mois consécutif de hausse du chômage. Il touche 4,34 millions de personnes (catégorie A, B et C). Dans de nombreuses entreprises, des « plans sociaux » (plans de licenciements) sont malheureusement encore à craindre à la rentrée. L'INSEE réduit la prévision de croissance 2012 à 0,4%, et prévoit une baisse du pouvoir d'achat de 0,6%. Voilà le bilan de dix ans de droite au pouvoir, de réduction des impôts pour les grandes entreprises et pour les plus riches (exemple du coût du bouclier fiscal en 2011 : 735 millions).

La crise se poursuit dans la zone Euro. Les ménages verraient leur pouvoir d'achat reculer tout au long de l'année 2012, et réduiraient leurs dépenses. « Dès lors la zone euro serait à l'arrêt en 2012 : l'activité reculerait au deuxième trimestre (-0,2%), avant de se redresser seulement faiblement au second semestre (+0,0% puis +0,1%) » (note de l'INSEE : la zone euro sous tension 26 juin 2012).

En France, depuis 2007, la droite a fait le choix d'un « ajustement social » : ce sont l'emploi et les salaires qui ont été sacrifiés pour permettre aux entreprises de maintenir leurs marges.

Dans toute l'Europe, les néo-libéraux prônent la réduction des dépenses publiques. C'est pourtant une erreur de considérer les déficits publics comme responsables de la crise de l'Euro. Le déficit public de l'Espagne, par exemple, était de 37% du PIB en 2007, celui de l'Italie 25% du PIB. En revanche, non seulement les politiques d'austérité étranglent les peuples d'Europe, mais elles aggravent la crise et les déficits : la dette de l'Espagne est maintenant de 70% du PIB, celle de l'Italie de 105% du PIB !

Il faut changer de cap. En France, une occasion a certainement été manquée. La trop faible augmentation du SMIC (+2%, dont un « coup de pouce » de 0,6%, soit 22 euros de plus par mois) annoncée par Michel Sapin ne permettra ni aux 2,5 millions de salariés payés au SMIC de vivre mieux, ni de relancer la consommation populaire. D'ailleurs, seul le Medef s'est réjoui de cette annonce. *Or, il ne faut pas attendre la relance pour augmenter les salaires, mais il faut les augmenter pour permettre la relance.* Ce sera un des nombreux enjeux de la conférence sociale du 9 juillet et 10 juillet. Il ne s'agira pas seulement de dialoguer, mais de donner le coup d'envoi de vraies négociations débouchant sur des résultats tangibles au plan interprofessionnel et des déclinaisons dans toutes les branches professionnelles.

En Europe, François Hollande a réussi à imposer aux conservateurs le débat sur la relance. C'est une bonne chose. Mais les 130 milliards évoqués pour relancer l'économie européenne risquent d'être insuffisants. Ils représentent à peine 1% du PIB européen, et doivent être comparés aux 60 à 100 milliards débloqués pour venir en aide aux seules banques espagnoles. Ils peuvent aussi être comparés aux mille milliards d'euros (7% du PIB des Etats-Unis) de relance du plan Obama en 2011. L'austérité imposée par le traité budgétaire européen risque de l'emporter sur le volet croissance.

Pour réussir, la gauche au pouvoir doit vaincre les pressions des tenants du libéralisme. Combiner action gouvernementale et mobilisation populaire est indispensable. Les salariés d'Arcelor Mittal, qui ont décidé de maintenir la pression en bloquant l'accès à l'usine de Florange, montrent la voie !